



Préparons-nous à nous battre... pour nos salaires !

Ce mardi 19 mai, les députés devraient voter la Loi de programmation militaire et sa rallonge de 36 milliards d'euros pour le budget de l'armée. Celui-ci est porté à 436 milliards pour la période 2024-2030. Des sommes qui, loin de nous garantir quelque protection que ce soit, alimentent une course mondiale aux armements et participent à la menace qu'éclate dans un horizon pas si lointain une guerre d'envergure.

Dormez tranquilles, l'armée française pille

Ces milliards n'attendent pas la troisième guerre mondiale pour servir, comme l'illustrent en ce moment les ronds dans l'eau du porte-avions *Charles de Gaulle* en appui de l'offensive américano-israélienne contre l'Iran. Ces engagements protègent le pillage des pays pauvres par les pays riches. Ils défendent les intérêts des grandes entreprises françaises, leurs actionnaires, leurs profits, mais pas nos salaires ni nos emplois ! Et servent de prétexte aux coupes budgétaires redoublées pour les écoles ou les hôpitaux !

Vivre dans un pays allié de Trump, ça coûte cher

Trump fait payer au monde entier ses sales guerres au Moyen-Orient. Par sa faute, de plus en plus de pays sont confrontés aux pénuries d'électricité, le pétrole et le gaz nécessaires à leurs centrales étant bloqués dans le détroit d'Ormuz. Le blocage de 35 % des engrais de la planète promet des pénuries alimentaires à l'issue des récoltes forcément amoindries de la saison.

Les patrons licencient déjà à tour de bras, et il est bien certain qu'ils vont prétexter du blocage du détroit d'Ormuz pour continuer, même si ce n'est pas encore comme au Bangladesh où les usines ferment et jettent les ouvriers à la rue faute de courant pour alimenter les machines. Mais, depuis un mois, ce n'est plus seulement le carburant qui grimpe. C'est aussi le panier de course hebdomadaire.

Une vraie augmentation, c'est 400 euros mensuels et pas un Smic en dessous de 2000 euros net !

Le ministre du Travail, Farandou, a annoncé une hausse du Smic au 1^{er} juillet : 2,4 %, 44 euros brut de plus par mois. Sans gêne, cet ancien PDG désormais payé « seulement » 7,5 Smic juge la hausse « substantielle » ! Une vraie augmentation, c'est ce qui nous permettrait d'en finir avec les découverts, le rationnement dans les rayons du supermarché ou l'auto-interdiction de sortir le week-end.

Il manque au moins 400 euros par mois à tous les salaires, pas juste au Smic. Mais les réactions hostiles à la hausse du Smic sont significatives. Elles émanent des ennemis du monde du travail. Le Rassemblement national explique par exemple que si le Smic augmente, il va finir par rattraper les autres salaires. Sauf que si aucun salaire n'augmente, c'est tout le monde qui va être rattrapé... par la misère !

Pas d'autre choix que de lutter

Tout comme d'autres à droite, le RN plaide pour augmenter la part du salaire net dans le brut. Manière de dire qu'on pourrait régler le problème sans faire payer les patrons. C'est oublier un peu vite que la différence entre le salaire net et le salaire brut, c'est nos retraites, l'assurance-maladie, etc. : tout l'argent grâce auquel on ne crève pas de faim quand on est trop âgé ou trop malade pour travailler... ou tout simplement jeté au chômage.

Il n'y a pas d'« argent magique » ? C'est sûr ! Tout l'argent des capitalistes, c'est nous qui le créons ! Les prestidigitateurs, ce sont les PDG, les gouvernements à leur service, tous ligués pour nous faire croire que cet argent revient de droit aux actionnaires.

Voilà pourquoi il n'y a pas à leur quémander un « coup de pouce », mais à revendiquer notre dû. Voilà pourquoi il ne sert à rien d'attendre 2027 et qu'une nouvelle équipe, prenant le relais des macronistes, nous prêche à son tour patience et frugalité. Et si les directions syndicales confédérales refusent d'engager le bras de fer dès maintenant, rien ne nous empêche d'organiser, à la base, une lutte qui s'étende partout où les bas salaires sévissent... c'est-à-dire partout !

La valise LGV

Le premier ministre Sébastien Lecornu était en visite à Toulouse le 07 mai pour rassurer les élus locaux sur l'engagement de l'État dans la construction de la ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et annoncer un investissement de plusieurs milliards d'euros pour lancer des appels d'offre. Ridicule quand on sait que notre cher Castex avait déjà pris exactement le même engagement en 2022 avant d'être contredit par Bayrou en 2025 ! Ce projet inutile et ringard, à l'image de ceux qui le portent, nous rappelle cruellement l'A69 : une idée du siècle dernier que le gouvernement présente aujourd'hui comme "irréversible".

Mais les Moudenc et Delga sont rassurés et ravis : l'État est bien déterminé à artificialiser plus de 4800 hectares de terres à quelques encablures d'une ligne ferroviaire déjà existante qui se délabre pour gagner une heure sur un trajet que de moins en moins de personnes pourront s'offrir.

Flicage sur le quai

Dernière innovation de la boîte pour fliquer les contrôleurs et contrôleuses (ASCT), des enquêteurs sont employés pour prendre en photo les chefs de bord sur le quai pour vérifier leur présence entre 5 et 2 minutes avant le départ du train et s'assurer du port de la tenue complète. Outre le fait qu'il est parfaitement illégal de photographier les agents en service sans leur consentement, ces méthodes de barbouzes ont de quoi choquer. À Toulouse, le nombre de trains EAS (c'est à dire sans ASCT) explose et en même temps, quand on les commande sur un train, les collègues sont fliqués en permanence. On retrouve les mécanismes de ce que la SNCF appelle l'Éthique : délation et la sanction sans jamais chercher à lutter contre les vraies causes d'un problème.

Éthique partout, justice nulle part

La SNCF, championne du féminisme et de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ? Vraiment pas. Côté pile, des communications incessantes sur l'Éthique et des leçons de morale managériales. Côté face, des collègues lanceuses d'alerte placardisées ou licenciées et une compilation de propos sexistes dans un récent guide "Élégance TGV".

Dans la lutte essentielle contre le sexisme et toutes les discriminations, pour l'unité de la classe ouvrière, nos patrons ne seront jamais des alliés, bien au contraire. C'est par nos luttes collectives et nos actes quotidiens qu'on fait reculer toutes les idées réactionnaires et les discriminations.

On a gagné ??

L'ouverture à la concurrence des lignes TER en Poitou-Charentes a causé des remous. Une fausse information a circulé annonçant que c'est Transdev qui remportait le lot puis finalement la région Nouvelle-Aquitaine a officialisé que le marché serait confié à SNCF Voyageurs. D'un côté la boîte annonce "des services publics plus efficaces, plus

souples, plus durables" et avec une augmentation de l'offre de 22% d'ici 2028, de l'autre la CGT fait part de son "soulagement" de voir l'opérateur historique préféré à Transdev. Le problème c'est que l'augmentation de la productivité entend se faire sur le dos des cheminots transférés dans cette filiale badgée SNCF et que c'est la boîte elle-même qui organise le dumping social et la concurrence entre cheminots. Le patriotisme d'entreprise ne va pas protéger nos 400 collègues de bosser plus dur et plus longtemps par la volonté des politiques et de notre patron, seules nos luttes nous protègent.

Force à tous les cheminots, quel que soit le logo.

Si on reste à quai, les trains aussi

Sur la région, des collègues de TER commencent à se voir refuser l'accès à des trains TGV ou Intercités alors même qu'être en voyageur sur ces trains fait partie de leurs tâches de travail.

On ne saurait trop conseiller de ne pas faire des pieds et des mains pour avoir une réservation de service malgré les difficultés. Encore moins se manger le nez entre collègues qui recevons tous des consignes délirantes. Quelques trains qui resteraient à quai parce qu'on nous y a laissé mettraient des directeurs face aux conséquences de leurs actes.

À Airbus, ça chauffe !

La semaine dernière, des débrayages ont eu lieu dans de nombreuses usines et chaînes d'assemblage. La grève est à l'ordre du jour. Alors que les heures supplémentaires s'accumulent, que les semaines de 6 jours de travail se multiplient et que les bénéficiaires d'Airbus s'envolent toujours plus haut, la direction a annoncé vouloir diviser par deux la prime de participation de cette année comparée à celle de l'année dernière.


Pour ne pas laisser la main aux patrons sur notre rémunération et aller chercher les augmentations de salaire dont nous avons tous besoin, il faudra bien y aller tous ensemble un jour.


"Attaquer un syndicat, c'est attaquer tous les travailleurs/ses"

C'est ce que disait la banderole accrochée aux fenêtres de la Bourse du Travail de Carcassonne, sous lesquelles 300 personnes se sont rassemblées le 13 mai. Comme dans d'autres villes administrées par l'extrême-droite, le maire RN a annoncé vouloir expulser les syndicats de salariés des locaux dont ils disposent depuis des dizaines d'années. Une preuve de plus, s'il en fallait une, que l'extrême-droite mène elle aussi dès qu'elle en a l'occasion des politiques anti-ouvrières.

Lutter pour nos salaires, nos conditions de travail, nos retraites... c'est aussi lutter pour garder des moyens de se réunir et de s'organiser.

.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

 @npa_revo

 <https://npa-revolutionnaires.org>

 @npa_rev